

Horreur : quelque chose va mieux en France

En ces temps de déclinisme galopant, les bonnes nouvelles passent toujours inaperçues. Ainsi de celle qui concerne la Sécurité sociale. Pendant près de deux décennies, son déficit, plus ou moins abyssal, a fait la une des médias avec régularité et maintes jérémiades désespérantes. Nous arrivons aujourd'hui à un quasi-équilibre des comptes sociaux : très logiquement, le sujet est relégué en bas de page.

Il est vrai que l'information dérange beaucoup de monde. Pour la première fois depuis une vingtaine d'années, le pilier central de l'Etat-providence créé en 1945 frise l'équilibre (entre 300 millions et 900 millions de déficit pour un budget de plus 350 milliards). Mieux : à moins d'un retournement brutal de la conjoncture, ce rétablissement devrait se confirmer dans les années qui viennent. Horreur ! Le discours obsessionnel de la droite libérale – et de quelques autres – sur l'obsolescence de l'Etat-providence s'effondre. Dans les salons de l'establishment, c'est un article de foi : notre système de protection sociale est à bout de souffle, écrasé sous les déficits, miné par la bureaucratie, englué dans un étatismes d'un autre âge. Il est urgent de le privatiser ou, à tout le moins, de le réformer à la hussarde. La sociale-démocratie est morte, proclame-t-on avec une joie mauvaise, vive le «nouveau monde» de l'individu libre et sans attache ! Et de poursuivre : il faut évidemment passer la main aux assurances privées, bien gérées, efficaces et exemptes de tout tropisme collectiviste. A cela on ajoute le lamento habituel sur l'impossible réforme de l'Etat, sur le conservatisme congénital des Français, sur ces «*Gaulois réfractaires au changement*», et tutti quanti.

Léger problème : le raisonnement est vicié à la base. Non seulement l'Etat-providence est financé, mais l'expérience prouve qu'une action continue de réforme (des dépenses santé, des retraites, de la fiscalité) permet de pérenniser le système. Plus grave encore : si le chômage diminuait, la Sécu se retrouverait automatiquement... en excédent structurel ! A 5% de chômage, on estime cet excédent à plus de 20 milliards par an. De quoi autoriser de meilleurs remboursements ou bien une action plus volontaire en faveur du «quatrième âge».

D'où vient ce miracle ? Du sens des responsabilités démontré par les gouvernements successifs, de droite et de gauche, et des efforts consentis par les «*Gaulois réfractaires*». Un nouveau cliché qui vole en éclats : la France a réformé progressivement mais continûment son Etat-providence, assurant son financement tout en maintenant un système de santé efficace (l'un des meilleurs du monde en termes d'espérance de vie et de qualité des soins), des retraites honorables (le niveau de vie des retraités est égal ou supérieur à celui des actifs) et des prestations familiales plutôt supérieures à la moyenne des pays développés. Touche finale : en partie grâce à cette résilience inattendue, les inégalités de revenus sont en France inférieures à celles de la plupart des pays modernes. Assez ! Si la vérité s'ébruite, on pourrait même en déduire que la gauche a raison contre la droite, et les progressistes contre les déclinistes. On voit d'ici le cauchemar. Décidément, tout cela ne vaut pas plus qu'une brève...
Laurent Joffrin